



Mantes la Jolie

***Dire ce que l'on fait
et faire ce que l'on dit***

Marc Jammet

Conseiller municipal PCF

Président du groupe "Unité à gauche pour changer vraiment"

Supplément au numéro 54 - Lundi 20 septembre 2009

Retards à répétition dans les courriers, files d'attentes aux guichets ... La Poste doit répondre aux besoins

Les 2 et 3 octobre prochains, Les Mantais ont la parole.

Depuis plusieurs mois, trop souvent le courrier n'est plus distribué pendant plusieurs jours dans les quartiers de notre ville. Les files d'attente s'allongent devant les guichets de nos trois bureaux de poste au Centre-Ville, à Gassicourt et au Val-Fourré. C'est si vrai que plus de 1.200 Mantais ont signé la pétition que leur proposaient les communistes de Mantes la Jolie aux mois de mars et avril derniers.

La raison en est connue. La direction de La Poste, chaque année, réduit le nombre d'agents, précarise les emplois (*près de la moitié des agents ont maintenant un statut privé*), "laisse tomber" ce qui ne lui apporte pas assez de profits. Sous les ordres du gouvernement SARKOZY et de l'Europe actuelle, elle prépare la privatisation.

Non à la privatisation.

Car c'est bien ce que compte imposer le gouvernement. Après avoir reculé (*pour cause de préparation des élections européennes*), il va présenter à nouveau son projet de loi au Parlement en octobre.

A l'appel du Comité national contre la privatisation de La Poste (qui regroupe 60 associations), une immense consultation citoyenne aura lieu du 28 septembre au 3 octobre. A cette occasion, tous les citoyens qui le souhaitent pourront voter "pour" ou "contre" ce projet.

Les 2 et 3 octobre, malgré le refus du maire Ump, les Mantais pourront donner leur avis.

C'est la raison pour laquelle, lors du Conseil municipal du 7 septembre dernier, j'ai proposé au maire que cette consultation puisse se tenir dans les locaux de l'Hôtel de Ville et des deux mairies de quartier. "Démocrate convaincu", Michel Vialay a refusé tout net, estimant même qu'à "Mantes la Jolie, l'évolution de La Poste allait dans le bon sens"!

Mais qu'il le veuille ou non, cette consultation aura bien lieu.

Avec de nombreux citoyens, syndicalistes et militants de gauche, nous proposons aux Mantais de prendre la parole et de participer massivement au vote organisé les 2 et 3 octobre prochains.

A cette occasion, 8 bureaux de vote seront à votre disposition:

Le vendredi 2 octobre de 15h00 à 18h00:

- devant La Poste du Val-Fourré
- devant la mairie-annexe du Val-Fourré

Le samedi 3 octobre de 9h00 à 13h00

- devant La Poste du Val-Fourré
- devant la mairie-annexe du Val-Fourré
- devant la mairie-annexe et La Poste de Gassicourt
- devant l'hôtel de Ville, rue Gambetta
- devant La Poste, rue Gambetta
- sur le marché du Centre-Ville, à notre emplacement habituel.

Des éléments d'information

PRIVATISATION. Ce qui est prévu.

- La Poste deviendrait une société anonyme composée d'actionnaires privés et au capital introduit en bourse.
- Le courrier ne serait plus distribué que 5 jours par semaine au lieu de 6 actuellement.
- Pour réduire encore le nombre de salariés, le courrier ne serait plus forcément distribué dans les boîtes aux lettres de chacun. A l'entrée des villages, des grands ensembles ou des quartiers, elles seraient toutes regroupées en un même lieu et les usagers devraient se déplacer à chaque fois qu'ils voudraient récupérer leur courrier.
- Le nombre de bureaux de poste serait fortement réduit et les municipalités devraient financer "les points contacts" (*à horaires réduits et sans conseils financiers*).

L'exemple de la Suède.

- Sur 2.200 bureaux de poste avant la privatisation, 1.800 ont disparu
- Le prix du timbre a explosé.

Une privatisation que certains veulent depuis longtemps.

1974. Giscard d'Estaing (*UDF*): projet de privatiser le téléphone. Mis en échec.

1986. Gérard Longuet (*UDF*): projet de découper les PTT en deux. Mis en échec.

1990. Loi Rocard-Quilès (*PS*): elle scinde les PTT en deux: La Poste et France Télécom. France Télécom est devenue une société anonyme depuis 1997.

Un projet européen.

- Celui-ci prévoit l'ouverture totale du marché en 2011. Pour permettre aux entreprises privées de concurrencer La Poste et de réaliser des profits, les tarifs seront "libérés" (*en clair, ils augmenteront*).
- Le traité de Lisbonne que les français ont rejeté à 55% (*mais que Sarkozy a imposé grâce au vote des députés UMP, Modem, PS et Verts*) prévoit explicitement la mise en place d'une "concurrence libre et non faussée".

Les communistes proposent:

- Le maintien et l'amélioration du service public
- Augmenter les effectifs et améliorer les conditions de travail et de salaires
- Maintenir l'unité de La Poste avec toutes ses activités (*les bénéfiques de la Banque postale pouvant ainsi financer les activités naturellement déficitaires comme la distribution du courrier partout en France, même dans les villages et les hameaux les plus éloignés*)
- De nouveaux droits d'intervention dans la gestion de La Poste pour les salariés et les usagers.
- De nouveaux critères de gestion. Ce qui doit compter avant tout, ce n'est pas le profit mais la qualité du service rendu et le principe de l'égalité de tous les citoyens sur tout le territoire.
- La collecte de l'épargne avec un service bancaire universel et gratuit.